

Argenteuillais ensemble



Le journal des socialistes Fiers d'être Argenteuillais

Gestion UMP de la ville 2002-2007

Les critiques sévères de la Chambre régionale des comptes

La Chambre régionale des comptes, institution indépendante, a remis voilà quelques jours son rapport final sur la gestion de notre ville entre 2002 et 2007. Il a été officiellement présenté au conseil municipal. **Son verdict est sans appel pour l'équipe municipale précédente : leur gestion a fait prendre de grands risques financiers à la municipalité, donc à l'ensemble des Argenteuillais.**

L'UMP n'a pas augmenté les impôts locaux pour vous faire croire que les finances de notre ville étaient saines. Comme elles ne l'étaient pas et que **les dépenses ont continué d'augmenter, l'UMP a dû se livrer à des exercices financiers aujourd'hui condamnés par tous, jouant avec la dette grandissante comme un trader de banque.**

Cette mauvaise stratégie a été **dévoilée officiellement par le rapport** de la Chambre régionale des comptes.

Et le résultat est simple et triste : **96% de la dette communale est constituée d'emprunts toxiques**, très chers en intérêts, et les impôts locaux ont dû être augmentés par l'équipe de gauche, responsable, qui ne veut pas que les services publics utiles à tous étouffent sous le poids de la dette UMP.

La gestion UMP vue par la Chambre régionale des comptes

Les dépenses

«La situation financière d'Argenteuil sur la période 2002-2007 se caractérise par une croissance plus rapide des charges de fonctionnement que des produits.»

Les impôts

«Cette stratégie d'évitement [de l'augmentation des impôts] (...) est arrivé à son terme en 2007/2008. L'encours de la dette (...) est égal à 20 années d'une capacité d'autofinancement (...). Afin de rétablir celle-ci, la collectivité a, d'ailleurs, décidé une augmentation des taux des impôts locaux à compter de l'exercice 2009.»

La comptabilité

«Diverses anomalies sont susceptibles d'en affecter la fiabilité»

Les marchés publics

«L'absence de marchés [publics] formalisés pour les dépenses d'impression et de traiteur.»

Le personnel

«Une vive progression des effectifs des agents non titulaires.»

Ce n'est pas tout. Dans son rapport, la Chambre régionale des comptes :

- **remet en cause la «fiabilité» des comptes** de la Ville présentant, par exemple, une liste incomplète des emprunts contractés ;
- **s'interroge sur le respect de la procédure d'achat et de commande publics**, et notamment «l'absence de marché formalisé pour les dépenses d'impression et de traiteur» ;
- **déplore que les délais de paiement de la ville à ses fournisseurs**, dont des entreprises argenteuillaises, soient «supérieurs au double de la norme réglementaire» ;
- **déplore la multiplication des contrats hors statut de la fonction publique**, à tel point que le budget 2007 présentait une liste du personnel salarié incomplète !
- **s'interroge sur la gestion des services délégués** aux entreprises privées.

La remise à niveau de la Ville que nous avons engagée passe aussi par sa remise en ordre financière et budgétaire. La nouvelle majorité a engagé ce travail dès son élection et le poursuit, bien sûr. Mais comme nos concitoyens, nous attendons les explications, pour ne pas dire les excuses, de l'UMP. Les années qu'elle a passé à gérer notre ville nous coûtent cher. ■

9 octobre 2010 : le rallye pour la solidarité urbaine

Oui à la mixité sociale de l'habitat

« Tous nos efforts ne portent réellement leurs fruits en matière de cohésion sociale et d'équilibre que si, en parallèle à l'amélioration de l'offre locative, on aborde avec conviction et réalisme la question difficile du peuplement et de la solidarité urbaine à l'échelle du bassin de vie. » • Philippe Doucet.

Dans le Val d'Oise, 25 villes sont hors la loi car leurs maires refusent de construire les logements sociaux qui leur manquent. Ils méprisent les nombreuses familles qui en ont besoin. Il manque 6 000 logements dans notre département !

Au lieu de faire appliquer la loi qui exige que chaque commune compte 20% de logements sociaux sur son territoire, le Préfet impose le relogement des familles les plus modestes dans les communes qui ont de nombreux logements sociaux, comme à Bezons, Argenteuil, Cergy et dans l'Est du département. C'est pour dénoncer cette politique de ségrégation sociale que les élus et les militants de gauche, du Modem et de la CNL de l'agglomération ont organisé le «rallye pour la solidarité urbaine».

Dans le même temps, depuis 2000, les crédits de l'État en direction du logement social ne cessent de baisser. Dans le même temps le gouvernement finance les exonérations fiscales qui favorisent la spéculation immobilière et fait exploser le prix des loyers. Dans la France-UMP, les familles ne peuvent pas se loger. ■



Philippe Doucet, avec Dominique Lesparre, maire de Bezons (à gauche) et les représentants de la Confédération nationale du logement.



À la mairie du Plessis-Bouchard



À la mairie d'Enghien

Le 9 octobre, à La Frette, au Plessis Bouchard et à Enghien, les socialistes d'Argenteuil sont parmi les élus et militants de gauche, du Modem et de la CNL de l'Agglomération pour demander que toutes les villes s'engagent pour la solidarité urbaine.



Devant la mairie de La Frette



Retrouvez-nous sur internet www.ps-argenteuil.com • Contactez-nous : 06 80 58 93 65